Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article673

Irresponsables ET coupables !

- Actualité des luttes - Paysage syndical -

Date de mise en ligne : lundi 30 mai 2011

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

En cette année 2010-2011 nous avons encore assisté à une formidable démonstration d'irresponsabilité syndicale. Retour sur une année de luttes déçues.

Au plus fort de la **mobilisation contre la réforme des retraites**, quand les cheminots étaient en grève reconductible, que les raffineries étaient bloquées, que de nombreuses AG en France avaient voté et plusieurs intersyndicales locales s'étaient prononcées pour la grève reconductible, que l'opinion publique soutenait à plus de 70% la mobilisation, en Lorraine il a été impossible pour Solidaires d'arracher le moindre engagement courageux de l'intersyndicale. En Meurthe-et-Moselle, nos propositions d'appel à des AG interprofessionnelles se sont opposées au refus catégorique de la CGT et de la CFDT et au silence assourdissant de FO et de la FSU. Des initiatives du collectif nancéen ont été volontairement torpillées. Un contrôle total a été exercé par la CGT sur celui d'Épinal jusqu'à ce qu'il périclite. Dans l'éducation nationale, seul le SNUIpp 54 nous a finalement accompagnés dans notre appel à la grève reconductible. Le pire est ensuite venu de l'intersyndicale nationale. Au plus fort d'une telle mobilisation, à la suite des vacances de la Toussaint, il était nécessaire de mettre les bouchées doubles et de fixer rapidement une journée de grève pour que la mobilisation prenne médiatiquement le dessus sur le discours officiel qui voulait laisser croire que, la loi ayant été votée et promulguée, nous avions perdu. Au contraire, à la suite de la journée d'action du samedi 6 novembre, l'intersyndicale a fixé la journée suivante au 23. On ne pouvait mieux s'y prendre pour décourager les salariés les plus déterminés (cf. notre bilan de la lutte contre la réforme des retraites : http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article638).

Dans l'éducation nationale également le manque de combativité des organisations syndicale est tout simplement ahurissant. Alors que cette rentrée scolaire voit un nombre de suppressions de postes record pour la deuxième année consécutive, que notre académie est la première touchée de France avec 841 suppressions de postes, que les RASED continuent à être démantelés, que des collèges voient leurs effectifs augmenter sans création de nouvelles classes, que les lycées professionnels voient leurs sections supprimées, que dans les lycées généraux on assiste à la mise en place d'une réforme dans l'improvisation la plus totale, que la voie technologique est en passe d'être sabordée, que certains établissements comptent jusqu'à 20 équivalents temps plein supprimés pour la rentrée prochaine, nous assistons à un véritable concours d'hypocrisie. Le SGEN et l'UNSA font mine de ne pas voir que les suppressions de postes qu'ils dénoncent ont pour principale cause les réformes dont elles ont pourtant cautionné la mise en place. A part dans les Vosges, la FSU s'est contentée de décliner localement les journées d'actions nationales. Comme lors du conflit contre la réforme des retraites, en campant sur une position dogmatique et de principe, FO se refuse à participer à la moindre discussion ou action commune. A SUD Éducation Lorraine, avec les moyens qui sont les nôtres, dès l'annonce des propositions de DHG, nous avons mis toute notre énergie dans la mobilisation des collègues, fait en intersyndicale des propositions d'actions, appelé à ce que chacun prenne ses responsabilités à la hauteur de la gravité de la situation.

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Sur la question de la mise en place de la **réforme de la voie technologique** également, SUD Éducation Lorraine a contacté localement, mais aussi nationalement via notre fédération, les autres organisations syndicales pour que l'on s'adresse dans l'unité à l'administration, qu'on lui demande de préciser le cadre de la formation des enseignants et la menace d'appeler au boycott si le cadre légal n'était pas respecté. Nationalement : silence radio, notre fédération a entrepris cette démarche seule. Localement, un premier courrier intersyndical a été envoyé, mais devant le mutisme du rectorat, impossible d'obtenir des autres organisations la mise en oeuvre d'une action plus courageuse.

Début avril, au lendemain des élections cantonales et de l'annonce des suppressions de postes dans le premier degré, la fédération SUD Éducation a invité les autres organisations à une interfédérale pour construire une mobilisation unitaire. Seules la CNT et la CGT éducation ont donné une réponse positive. Le 11 avril dernier, lors de la réunion du collectif des 24 dont l'objectif était de faire le bilan du 19 mars, dernière journée nationale d'action, et d'en envisager la suite, CGT et SUD Éducation sont intervenus en faveur d'un appel à la construction d'un rapport de force à la hauteur de la situation, c'est-à-dire par la grève et la convergence des établissements, enseignants et parents mobilisés. A cela, les directions des organisations majoritaires, FSU, UNSA et SGEN, ont été sur la même ligne pour répondre de la manière la plus hypocrite, inconséquente et irresponsable qui soit : « il sera difficile de donner une visibilité d'ici septembre », « la perspective de l'élection présidentielle pèse », « il faut plutôt interpeller les candidats en vue des élections de 2012 », « interpeller également les élus ». Pour le SGEN, il n'y aurait pas de demande de la part des collègues pour une action nationale, « tout le monde a le mouvement d'automne dans les pattes et 2012 dans la tête » (sic).

Au final, dans l'éducation nationale, le front syndical se sera résumé cette année à l'organisation d'une poignée de journées nationales d'action, parfois le samedi, des interpellations d'élus et des actions symboliques. Quand l'ampleur de la mise à mal de l'école publique atteint ce niveau, que, en conséquence, des établissements prennent l'initiative de se mobiliser hors de tout appel syndical jusqu'à être bloqués pendant plusieurs jours, que les parents soutiennent voire participent à ces actions, adopter une telle position attentiste et contribuer à focaliser l'opinion sur les élections de 2012 rend les bureaux nationaux de ces organisations non seulement irresponsables, mais également coupables. Coupables de contribuer au saccage de la rentrée prochaine, mais également déjà de la suivante puisque c'est la majorité actuelle qui préparera également la rentrée scolaire 2012. Dans tous les cas, nous savons que dans le contexte économique européen et mondial où se succèdent plans d'austérité et réduction des dépenses publiques, en l'absence d'une autre répartition des richesses qui ne saurait être imposée que par un **véritable rapport de force venant de la rue et auquel les organisations syndicales doivent appeler**, aucun parti en mesure d'être élu ne pourra (et ne voudra) revenir sur les dégâts d'ampleur qui ont été infligés à l'école publique.

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz